

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CARRIERES ROSSETTO
RTE DE LA SERRA – Chounaz
BP 44
74 490 Saint-Jeoire

Référence : 20250626-RAP-InspCarRossettoLaTour-vs
Code AIOT : 0006101955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement LES CARRIERES ROSSETTO implanté Lieu dit Chemin de Vernand 74250 La Tour. L'inspection a été annoncée le 20/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES ROSSETTO
- Lieu dit Chemin de Vernand 74250 La Tour
- Code AIOT : 0006101955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les Carrières Rossetto a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de La Tour, par arrêté préfectoral (AP) du 2 juillet 2012 pour une durée de 15 ans.

Le gisement est estimé à 2 250 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 150 000 tonnes/an au maximum et le volume annuel maximal (extraction et remblaiement) est de 225 000 tonnes/an.

Thèmes de l'inspection :

- Stabilité (AR4)
- Phasage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, articles 7.5 et 8.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 11.6 et 12.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			l'exploitant	
7	Eaux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, articles 11.2 et 11.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 1	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 7.7 et 7.2	Sans objet
5	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 8.4	Sans objet
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois constats (3, 4 et 7) font l'objet de demande de justificatifs de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Extraction/Remblaiement
Prescription contrôlée Surface totale de l'emprise de la carrière : 9,6054 ha dont 3, 6 617 ha en extraction. Production moyenne : 150 000 tonnes/an Volume annuel maximal (extraction et remblaiement) : 225 000 tonnes/an
Constats Pour l'année 2024, l'exploitant a justifié : <ul style="list-style-type: none"> • les quantités extraites ; • les quantités de déchets inertes extérieurs acceptés sur le site dans le cadre du remblaiement. La production maximale extraite et le volume « extraction et remblaiement » n'ont pas été dépassés. Le jour de l'inspection nous n'avons pas constaté la création d'une zone de transit. Les remblais sont mis en place lors de l'acheminement des camions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, articles 7.7 et 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'exploitation/cote d'extraction
Prescriptions contrôlées <u>7.7 – Registres et Plans</u> Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et il est transmis à l'inspecteur des installations classées. Sur ce plan sont reportés les données topographiques et en particulier : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état,• des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. <u>7.2 – Epaisseur d'extraction :</u> La côte inférieure d'extraction est fixée à 700 m NGF et la cote supérieure à 866 m NGF.
Constats L'exploitant nous a transmis par courrier en février 2025 les plans demandés pour un relevé géomètre réalisé en décembre 2024. L'ensemble des items demandés sont présents. Le point le plus bas du carreau (plate-forme de chargement des matériaux) est situé à l'altitude 702 m NGF. La cote inférieure d'extraction n'a pas été dépassée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, articles 7.5 et 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Condition d'exploitation
Prescriptions contrôlées <u>7.5 – Conduite de l'exploitation</u> L'exploitation est conduite suivant la méthode définie dans le dossier de demande. Les plans de phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté. Elle respecte les principes qui suivent : <ul style="list-style-type: none">• création d'un merlon de protection du chemin du VERNANT, à la cote 700 NGF, suivant les recommandations de l'étude trajectographique jointe à l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation. Le merlon a une hauteur minimale de 5 mètres ;• création de la descenderie (couloir de jetée des matériaux) et protection de la piste d'accès au site par la création d'un merlon, dans l'axe de la descenderie d'une hauteur de minimale 7 mètres ;• maintien du merlon de protection périphérique actuellement présent à la cote 684 m NGF ;• défrichement des surfaces boisées, dessouchage, conformément à l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2009. Extraction des éboulis recouvrant le gisement de roche massive calcaire, ségrégation des éléments grossiers pour valorisation en granulats et des éléments fins et terreux pour utilisation en remblaiement sur site.

Extraction de la roche massive calcaire, selon le principe de la dent creuse, sur une épaisseur ne dépassant pas 8 mètres par rapport au terrain naturel de sorte d'exploiter le talus sans gradin et permettre la purge des fronts avec des moyens mécaniques. Les deux premiers niveaux devront permettre de créer une surface plane permettant l'évolution de la pelle en toute sécurité. Le brut d'abattage est repris directement à la pelle mécanique et dirigé dans la descenderie dont l'accès inférieur sera interdit au cours des opérations de débardage. L'extraction a lieu perpendiculairement au front principal orienté Nord Sud, du Sud vers le Nord.

Maintien de la stabilité des fronts de taille en respectant les recommandations énoncées dans l'étude IMS-RN de mars 2008 relatives à la stabilité des fronts de taille et à la gestion des instabilités superficielles et des éboulements rocheux, à savoir :

- *recommandation n°1* : procéder à une purge de surface régulière, à l'avancement. Réalisation d'une inclinaison du front suivant une pente de 65 à 70°, favorable à l'endiguement des chutes de pierres et à la stabilisation rapide de la pente en surface,
- *recommandation n°2* : le terrassement du front devra suivre le plus possible les plans dégagés et naturellement conformes à l'axe du projet, conformément au principe de terrassement joint au dossier de demande d'autorisation. Les volumes rocheux qui pourraient être isolés, si le plan devient moins incliné que la pente du front, devront être purgés, dans la mesure du possible,
- *recommandation n°3* : Mettre en place une surveillance topographique du front à l'aide de repères topographiques scellés sur le front suivant un maillage de 1/100 m². Un relevé devra avoir lieu au moins 3 fois par an et se poursuivra au moins une année après la dernière phase d'extraction ;
- *recommandation n°4* : En cas de détection d'un mouvement apparenté à un « fauchage », une étude sera mise en œuvre afin de déterminer l'inclinaison qui doit être recherchée afin de limiter le phénomène.

Abaissement progressif du carreau jusqu'à la côte 700 m NGF.

Protection des bords de fouille par des blocs d'enrochement.

Remise en état des fronts sud et ouest à l'avancement, vieillissement artificiel des parois rocheuses laissées en place et ensemencement hydraulique dans les anfractuosités de la paroi.

Remblaiement à l'avancement dans les conditions de l'article 8.1 ci-après.

Article 8.1 – Principes généraux

Le remblaiement est conduit suivant la méthode définie dans le dossier de demande. Les plans et coupes de phasage sont joints au présent arrêté. Il respecte les principes qui suivent :

- remblaiement par casier de manière à conserver la traçabilité des apports ;
- remblaiement de la zone comprise entre le merlon de protection du chemin du VERNANT et le carreau inférieur issue de l'ancienne exploitation (côte 684 m NGF) mais également du carreau supérieur (700 m NGF) jusqu'à une côte maximum de 715 m NGF, par apport de matériaux inertes et de terre végétale de couverture puis végétalisation de la zone remblayée à l'aide d'espèces forestières locales ;
- remblaiement de la zone sud de la parcelle 2414 jusqu'à la cote 665 m NGF par apport de matériaux inertes. Réalisation d'un talus de pente 3/2 (base/hauteur) et aménagement de risbermes d'une largeur de 5 mètres tous les 15 mètres de hauteur avec fossé de collecte des eaux de ruissellement. Création d'un merlon créant une sur-hauteur allant jusqu'à 674 m NGF de manière à créer un effet de mouvement. Apport de terre végétale de couverture puis végétalisation de la zone remblayée à l'aide d'espèces forestières locales.

Constats

Nous avons constaté que la descenderie est en place et qu'un merlon de protection a été mis en place pour protéger le chemin et la bascule. Il est proportionné aux risques de chutes de blocs.

<p>L'exploitant nous a transmis en séance les plans de coupe des différents fronts. L'exploitant justifie de ne pas dépasser un angle de 65 à 70°.</p> <p>Les tirs sont toujours inférieurs à 8 mètres. Nous avons vu en séance le tir réalisé le 11 juin 2025. Nous n'avons pas vu d'incohérence entre les prescriptions et le tir réel.</p> <p>Du fait de l'avancement de l'exploitation, les recommandations 3 et 4 de l'étude géotechnique IMS-RN de mars 2008 ne peuvent plus être réalisées. Cf. constat n°4</p> <p>En bord de fouille de la zone en cours d'extraction, nous avons constaté la présence de merlons ou des enrochements.</p> <p>Nous avons constaté que le vieillissement de la paroi est réalisé à l'avancement et que les 2 anfractuosités n'ont pas encore été réalisées. L'exploitant nous a déclaré qu'il les réalisera au terme de l'exploitation conformément au dossier.</p> <p>Concernant la zone de remblaiement du côté Sud, les contraintes pour stabiliser la mise en œuvre des remblais la zone impliquent que l'altitude finale n'atteindra pas la cote la 665 m NGF, mais sera plus tôt aux alentours de 650 m NGF.</p> <p>L'ensemble des préconisations émis par l'hydrogéologue ont été mises en œuvre (drains, hauteurs, pentes, etc.).</p> <p>La remise en état prévoyait la création d'un merlon pour éviter que les pierres chutent jusqu'au niveau de la route.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Concernant la remise en état de la zone Sud, l'exploitant justifiera la mise en œuvre ou non du merlon du fait de la modification du modelage de la remise en état (élargissement de la plate-forme sommitale, limitation de la hauteur, limitation de remblaiement contre la moraine). Il vérifiera d'une part si le merlon est nécessaire par rapport à la trajectographie les pierres qui peuvent chuter et d'autre part, la surcharge créée par un tel ouvrage sur cette zone (créant éventuellement un risque d'instabilité de la zone).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 11.6 et 12.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité fronts et zones remblayées</p>
<p>Prescriptions contrôlées</p> <p><u>11.6. - Front d'abattage.</u></p> <p>Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.</p> <p>A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p> <p><u>12.3. Remblayage de carrière :</u></p> <p>I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. (...)</p>

<p>Constats</p> <p><u>Stabilité des fronts</u> : Cf. constat n°3.</p> <p><u>Remblayage</u> :</p> <p>Conformément à la remise en état du site, l'exploitant met en œuvre les déchets extérieurs inertes pour reconstituer le cordon boisé entre la zone Sud de stockage et le carreau de la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Au vu des constats réalisés précédemment (constat n°3), l'exploitant transmettra sous 6 mois, une étude géotechnique réalisée par un organisme compétent en géotechnique en prenant pour base l'ensemble des fronts déterminés par ARIAS dans son étude de 2025.</p> <p>L'étude devra déterminer les moyens à mettre en œuvre pour réaliser la surveillance du massif en remplacement de ceux recommandés dans l'étude de l'IMS-RN de mars 2008 qui sont devenus obsolètes. Elle justifiera a minima les ouvrages de sécurisation à mettre en œuvre, la validation des conditions d'extraction par rapport aux résultats de l'étude géotechnique, les pentes des gradins à l'avancement de l'extraction par rapport au massif, ainsi que tout autre élément pour justifier de la stabilité des fronts.</p> <p>La fréquence des visites pour le suivi géotechnique des fronts devra être adaptée en fonction de l'importance des tirs et de leur fréquence. Cette fréquence devra être justifiée par le géotechnicien avec un suivi géotechnique a minima annuel.</p> <p>L'exploitant justifiera également que l'ensemble des recommandations émises par les différentes études et suivis géotechniques a été pris en compte.</p> <p>Au vu de la quantité des remblais nécessaire et de leur mise en œuvre contre la moraine, l'exploitant transmettra sous 6 mois, les justificatifs de la stabilité du remblaiement réalisé entre la zone sud et le carreau d'exploitation qui sert à recréer le cordon forestier paysager conformément aux dispositions de la remise en état.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Remblaiement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan topographique des zones de remblai</p>
<p>Prescription contrôlée</p> <p>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p>
<p>Constats</p> <p>Il n'y a pas de zones de stockage temporaire sur le site. Les remblais sont mis en œuvre directement sur les zones concernées par le remblayage .</p> <p>L'exploitant tient à jour en plan de zonage des remblais mis en œuvre sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre</p>
<p>Prescription contrôlée</p>

<p>La remise en état et l'aménagement des terrains devra être conduite conformément au dossier et à l'étude d'impact jointe à la demande, dont les grandes lignes sont reprises ci-après.</p> <p>L'objectif final de la remise en état est de redonner une vocation naturelle au site en s'attachant à créer un paysage en accord avec son environnement proche. La végétalisation s'appuie donc sur l'organisation paysagère traditionnelle du territoire.</p> <p>Les opérations de remise en état sont coordonnées à l'avancement de l'exploitation.</p> <p>Les opérations de remise en état consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • purger les fronts de taille ; • aménager des vires et replats sur le front de taille à l'attention du Hibou Grand Duc et du Bruant Fou ; • remblaiement de la zone nord par apport de matériaux inertes et de terre végétale de couverture puis végétalisation de la zone remblayée à l'aide d'espèces forestières locales ; • remblaiement de la zone sud par apport de matériaux inertes. Création d'un merlon créant une sur-hauteur allant jusqu'à 674 m NGF de manière à créer un effet de mouvement. Apport de terre végétale de couverture puis végétalisation de la zone remblayée à l'aide d'espèces forestières locales. Schéma de remise en état global est annexé au présent arrêté.
<p>Constats</p> <p>La remise en état est coordonnée à l'avancement de l'exploitation. Les fronts de taille sont purgés régulièrement.</p> <p>Les vires vont être créées dans le cadre de la remise en état (Cf. constat n°3).</p> <p>Concernant la zone Nord, l'inspection rappelle que l'exploitant doit respecter le plan de remise en état en particulier les cotes et les surface concernant la mise en œuvre des déchets inertes extérieurs.</p> <p>Le remblaiement de la zone Sud est achevée (cf constat 3). Dans ce cadre l'exploitant souhaite faire une cessation partielle sur ces parcelles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>L'exploitant tracera les purges des fronts qu'il réalise régulièrement. Il tiendra ce suivi à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, articles 11.2 et 11.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement/rejet</p>
<p>Prescriptions contrôlées</p> <p><u>Article 11.2 – Prélèvement d'eau</u></p> <p>Le prélèvement d'eau dans le milieu naturel est interdit. L'eau destinée à l'arrosage des pistes sera livrée par un camion laveur, dont l'alimentation sera effectuée conformément au dossier ou en tout autre point autorisé au titre de la loi sur l'eau.</p> <p><u>Article 11.3 – rejet dans le milieu naturel</u></p> <p>Toutes les eaux circulant sur le site doivent être récupérées et dirigées vers un ou plusieurs bassins de décantation situés en partie basse de la carrière.</p> <p>Les eaux collectées sont rejetées après décantations successives par surverse au niveau du fossé de la RD907.</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p>

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11423-1).

Constats

Lors de notre inspection, nous n'avons pas vu de prélèvement d'eau du milieu sur le site. L'exploitant nous a déclaré que l'eau utilisée sur le site pour l'arrosage des pistes et la mise à niveau du laveur de roues provenait du site de Saint-Jeoire.

Nous avons pu constater la présence de drains répartis sur le site et un bassin de décantation situé en partie basse de la carrière. L'exploitant nous a déclaré que ce bassin était curé en tant que de besoin. Les fines provenant du curage sont ensuite réutilisées dans le cadre de la remise en état du site.

La dernière campagne de surveillance a été réalisée en avril 2025, l'exploitant n'a pas le rapport. Il nous a transmis les résultats des 2 campagnes réalisées en 2024.

Nous n'avons pas vu d'incohérence entre les mesures et les seuils prescrits pour la campagne d'octobre 2024.

En revanche, pour la campagne de mai 2024, les matières en suspension mesurées à la sortie du bassin dépassent largement le seuil des 35 mg/l.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'exploitant va mettre en place une procédure de curage du bassin de décantation. La fréquence devra être adaptée pour éviter au maximum que les matières en suspension dépassent le seuil prescrit.

Il transmettra les rapports des deux prochaines campagnes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois